

LE 29 SEPTEMBRE : TOUS ET TOUTES ENSEMBLE EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS, TRANSFORMER LES COLERES EN VICTOIRES

POUR NOS SALAIRES ET NOS PENSIONS POUR NOS MISSIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES AU SERVICE DE TOUTE LA SOCIETE !

Le projet de budget 2027 nous promet encore et toujours des réductions massives des moyens et investissements, tant humains que matériel, pour les services publics. 54 milliards d'€ de baisse annoncés, en faisant encore un peu plus les poches des travailleurs et des travailleuses, en continuant de désosser les services publics, en protégeant les cadeaux aux grands groupes, aux plus fortuné-es et en poursuivant la course aux armements.

Macron et son gouvernement sont empêtrés dans leur logique de refus de taxer la rente et la spéculation. L'aggravation du déficit depuis 2017 s'explique principalement par les abandons de recettes au profit des plus riches. Le refus obstiné d'augmenter les traitements, salaires, pensions et allocations oblige à une politique de « chèques » mal ciblés, trop faibles et trop tardifs. Tout cela « coûte un pognon de dingue » sans permettre de pouvoir faire face à l'explosion du coût de la vie : loyers, énergies, assurances, alimentation ... tout explose !

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'effondre. Le point d'indice a perdu un tiers (!) de sa valeur depuis 2000 ! Cette politique de gel continue de la valeur de nos traitements se diffuse à l'ensemble du monde du travail quel que soit le statut : travailleurs et travailleuses du privé, comme du public, retraité-es, allocataires sociaux ou précaires.

Ça suffit ! Il y a urgence ! Notre salaire doit nous permettre de vivre dignement de notre travail. Cette politique d'étranglement progressif devait éviter l'inflation, elle permet surtout à certaines et certains de s'en mettre plein les poches. Depuis le début du siècle, les chiffres sont sans appel : + 300% de dividendes (et rachat d'actions), + 50% minimum sur les loyers, + 100 % sur le prix d'achat des logements, + 85% sur l'Électricité, +100% sur les carburants routiers...

C'EST POSSIBLE ! Les richesses existent pour financer d'autres choix, par l'impôt et les cotisations sociales, nous le savons dans nos secteurs économiques et financiers !

C'EST POSSIBLE ! Car les luttes collectives ont déjà permis dans l'histoire de changer la donne : entre 1973 et 1982, l'inflation cumulée s'est élevée à 185%, pendant ce temps les salaires ont augmenté de ... 246% !

#EXIGEONS COLLECTIVEMENT :

1. L'augmentation des traitements et salaires de 10% immédiatement, un rattrapage des pertes antérieures et une revalorisation immédiate de 400 € par mois pour toutes et tous.
2. L'indexation des rémunérations sur l'inflation
4. L'abrogation du jour de carence et l'indemnisation des congés maladie à 100%
5. l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d'égalité
6. Le contrôle des prix, comme cela a été pratiqué pendant des décennies

POUR LE DEVELOPPEMENT DE NOS MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ECONOMIQUES ET FINANCIERES



Face à la situation économique, sociale et environnementale catastrophique, nous devons gagner le renforcement des moyens pour l'exercice de nos missions. Au lieu de « faire mieux avec toujours moins » ...

La lutte contre les fraudes (fiscales, économiques, commerciales), le contrôle des prix nécessitent des moyens humains, matériels et organisationnels à la hauteur. Les réformes et restructurations incessantes doivent prendre fin : que nos dirigeants nous foutent la paix et nous laissent travailler !

Un plan pluriannuel de recrutements doit être enclenché, de même qu'un développement des réseaux pour répondre aux besoins. La population doit avoir accès à des services de pleine compétence partout sur le territoire.

Les agentes et agents sont maltraités au delà des rémunérations : chasse aux personnels et à leurs droits, fatigue et mal-être ... Elles et ils doivent être respectés et considérés dans leur travail, bien rémunérés, formés, retrouver du sens au travail !

Les missions fiscales, financières, douanières, statistiques, domaniales, le contrôle des prix ne sont pas des tâches neutres. Elles permettent de faire face aux enjeux économiques, financiers et fiscaux et sont essentielles au bon fonctionnement de la société, au bien être, à la sécurité des citoyennes et citoyens et aux financements des besoins, en premier lieu les services publics.

● Oui c'est possible, et on pourrait commencer par :

1. Instaurer un impôt sur le revenu progressif de 14 tranches, et y soumettre les revenus du capital
2. Rétablir un Impôt Sur la Fortune, à l'assiette élargie et au barème progressif
3. Transformer l'Impôt sur les Sociétés par une modulation en fonction des politiques menées par les entreprises (emplois, salaires, égalité, environnement)
4. S'attaquer aux aides publiques et exonérations de cotisations sociales versées sans contrôle, ni critère, ni contrepartie aux grandes entreprises (211 milliards d'euros versés en 2023 !)
5. Supprimer les niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes
6. Mettre en place une taxation unitaire des multinationales et renforcer la taxe sur les transactions financières
8. Libérer la dette publique de la voracité des marchés financiers (les près de 80 milliards d'intérêts versés cette année ne seront pas perdus pour tout le monde !) par la création d'un Pôle financier public.
8. Renforcer la lutte contre la fraude fiscale et bancaire, contre les trafics des marchandises prohibées et les fraudes sur les produits, contre les réseaux criminels et le blanchiment d'argent
9. Préserver le contrôle des fonds publics

Dans un tel contexte d'attaques inédites portées à l'encontre de l'ensemble des secteurs publics et semi-publics et de ses personnels, la Fédération des finances CGT appelle les personnels de son champs à :

Se réunir en assemblées générales partout où c'est possible

Débattre des revendications, locales et nationales

S'organiser avec la CGT, car des augmentations de salaires, des droits nouveaux, ça se gagne, dans la durée et organisées et organisés !

Décider de construire une journée massive de grève et de manifestations

